

A Monsieur le Président Habib Bourguiba, président du PSD Tunis.

Monsieur le Président,

Les militants soussignés dont vous avez connu la sincérité dans la lutte pour l'indépendance et mesuré l'abnégation dans le combat pour l'édification de l'Etat, ont l'honneur de vous adresser cette lettre pour vous exposer leur point de vue sur la situation du pays. Ce faisant, ils ne font que répondre à l'appel de leur conscience dans le souci de rester fidèles à la mission qu'ils ont eu l'honneur d'assumer dans certaines périodes de l'histoire nationale et de remplir ainsi leur devoir.

Une année s'est écoulée depuis le 8ème congrès du PSD réuni à Monastir. Ce congrès était une source d'espoir pour les militants et l'ensemble des citoyens tant il répondait aux aspirations profondes de la nation à une vie démocratique saine lui assurant un développement harmonieux dans la dignité et l'unité.

Les résolutions adoptées montraient que la base du Parti faisait siennes ces aspirations. Ce Congrès a ainsi :

1-Décidé la révision de la Constitution et opté pour l'une des formules qui lui ont été présentées et "chargé les représentants du Parti et de l'assemblée nationale de prendre les mesures nécessaires afin que l'assemblée adopte le projet dans les meilleures conditions conformément aux règles de la discipline qui obligent tout militant à exécuter les décisions du Parti". Il a souligné en même temps la nécessité de réformer les organes du pouvoir qui ne sont plus adaptés au degré de maturité atteint par la nation et d'assurer un fonctionnement normal et régulier des rouages de l'Etat.

2-Fixé pour les structures du Parti, une organisation nouvelle, sur la base des principes démocratiques prescrivant notamment l'application du principe de l'élection dans la désignation des responsables à tous les niveaux.

3-Proclamé la nécessité d'assurer aux citoyens les garanties démocratiques indispensables le mettant en mesure de participer affectivement à la vie nationale aussi bien au stade des aspirations qu'à celui des réalisations ou celui du contrôle.

En faisant ces choix fondamentaux, le congrès est resté fidèle aux principes du socialisme destourien, soulignant qu'il est indispensable dans la phase actuelle de l'évolution de la nation, d'introduire des changements profonds dans les structures, il a exprimé en même temps la conviction que la voie de l'avenir passe nécessairement par l'ouverture vers les générations montantes avec le désir sincère de comprendre le fond de leurs problèmes, les causes de la réserve qu'elles manifestent envers la société et les raisons qui les éloignent du Parti, en vue de les préparer à assumer les tâches qui les attendent demain.

Les décisions du congrès ne sont pas l'affet du hasard; elles constituent la conclusion logique des expériences que le pays a vécu depuis l'indépendance et réclame par la nation unanime.

Ce fut d'abord le discours historique du 8 juin 70 dans lequel le chef de l'Etat et Président du Parti a proclamé "qu'aucun homme, quel qu'il soit, même s'il est sincère et honnête, n'est à l'abri de l'erreur dans l'exercice du pouvoir" appelé le peuple à participer aux responsabilités qui engagent son destin en suivant la voie de la modération, invité le Parti et l'Etat à suivre l'évolution de la société et souligné la nécessité de fonder la vie publique sur les valeurs morales conformément à la "voie tunisienne" faite de logique et de modération.

Puis ce fut la "consultation populaire" organisée au lendemain de ce discours qui a fourni l'occasion au peuple d'exprimer en toute franchise et toute sincérité sa réprobation des méthodes de contrainte et de falsification de la vérité et de chasser son besoin de dignité et de liberté et son désir de participer pleinement à la vie publique.

Par la suite les congrès tenus par les callules sous l'égide de la Commission Supérieure ~~du Parti~~ sont venues confirmer l'adhésion de la base destourienne aux revendications populaires. Enfin ce fut le congrès national du Parti qui a examiné en toute clarté les problèmes qui lui ont été soumis, s'est prononcé sur les méthodes et les objectifs et a défini les options qui nous permettent d'affronter l'avenir. Cependant le congrès avait à peine pris fin qu'il est apparu chez certains l'intention bien arrêtée de contrecarrer ses décisions et de saper les réformes qu'il a prescrites. Alors que pour les militants destouriens ce congrès devait consacrer la rupture avec les errements du passé, déjà condamné par l'opinion voilà que de nouveau on revient aux mêmes errements qui par l'expérience mènent inéluctablement le pays vers les voies sans issues.

C'est ainsi que les décisions du congrès ont été dénaturées que des militants ont été empêchés d'apporter leur contribution à l'œuvre commune, que d'auto-individuellement ou collectivement- ont été déchargés de leurs responsabilités régulières, c'est ainsi qu'on a remis en honneur des pratiques pourtant condamnées, telle que la contrainte, l'élimination systématique des cadres du Parti et spécialement ceux qui sont restés fidèles aux décisions du Congrès. Ce faisant on a perdu de vue que l'on a tout simplement foulé aux pieds, les valeurs morales, les meilleures traditions du Parti et les liens élémentaires de fraternité unissant les citoyens.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions que le Parti se soit dangereusement affaibli comme il ne l'a jamais été à travers son histoire, que les adhésions sont devenues pratiquement nulles, sauf de la part de citoyens qui y trouvent leurs intérêts personnels que l'enthousiasme des militants a disparu, que la plupart d'entre eux souffrent de voir leurs concitoyens regarder le Parti avec apréhension et assister avec extupéfaction au spectacle désolant de cette grosse mécanique qui se dévore elle-même et qui après avoir créé des cadres et les avoir formés, s'acharne à les détruire.

Les jeunes quant à eux, éprouvent pour le Parti une suspicion systématique et adoptent à son égard une attitude de défi pour ne pas dire d'hostilité déclarée. Ce n'est pas surprenant que certains responsables de l'Etat et des organisations nationales n'hésitent pas à dire que le Parti est devenu inutile et inefficace et qu'on pourrait aisément s'en passer.

Cela se répercute nécessairement sur le moral de la population, le Parti étant devenu depuis l'indépendance, en tant que Parti unique, le moteur essentiel de la vie publique, et en suspectant le Parti les citoyens finissent par s'interroger sur le régime lui-même.

Les effets de ce malaise se font ressentir au sein de l'Etat qui a perdu de son prestige et de son caractère sacré qu'il avait aux yeux des citoyens, au lendemain de l'indépendance.

Des signes inquiétants sont apparus ces derniers temps, que l'on observe habituellement dans les régimes parvenus sur la pente de la décadence et de la déconfiture -auxquels notre régime ne semble pas prêter attention, ni être capable de faire face, tel que le népotisme, l'esprit régionaliste, l'esprit de clans et l'enrichissement de quelques privilégiés.

L'unité nationale que l'on évoque si souvent n'est plus qu'un vain mot. Et pourtant, comme l'expérience l'a montré dans le passé, les succès accomplis par "l'Etat tunisien" ont tenu moins à la position géographique du pays, à la richesse de ses ressources et aux seuls talents de ses dirigeants qu'à la cohésion nationale à laquelle les tunisiens sont attachés par instinct plus que par esprit philanthropique et qui est le support essentiel de la

stabilité. Est pourtant le socialisme destourien que le Parti prône depuis le congrès de Bizerte de 64 est une voie moyenne qui rapproche les hommes et les unit par les liens de la solidarité excluant les excès et les solutions extrêmes.

La situation économique n'est guère plus brillante malgré les signes apparents de la prospérité que pour la grande masse de la population, se traduit par la hausse des prix et la réduction du pouvoir d'achat ; alors que les portes de la richesse et du profit rapide sont grandes ouvertes devant une minorité de privilégiés, d'où un malaise social et un mécontentement grandissant qu'il est difficile d'ignorer longtemps et qui finira à la longue par affecter l'unité nationale et à provoquer la lutte de classes.

Ainsi on voit les ouvriers déclencher ici et là des grèves qui se multiplient malgré la répression, les condamnations et le silence de la Presse, il est à craindre que la situation sociale ne se détériore davantage et l'on continue à suivre une politique qui ignore les conditions de vie de la grande masse des citoyens.

Quant à la jeunesse, sa situation n'est pas moins dangereuse ni moins défavorable que celle de la classe ouvrière ; les jeunes d'aujourd'hui sont pour la plupart en état de rupture avec le régime ; il y a une vérité qu'on ne peut plus ignorer ; bien qu'elle soit amère elle illustre l'échec de la politique menée dans ce domaine depuis 15 ans. La solution ne consiste pas à recourir à certaines manifestations tapageuses qui ne trompent plus personne ni à orienter les jeunes ouvriers vers l'immigration, ni à se livrer à une sorte de malthusianisme de l'enseignement, encore moins traiter l'université et les universitaires avec un esprit qui ne les voit qu'en tant qu'obstacle à la mise au point d'une politique adaptée aux conditions actuelles.

L'université est par excellence le domaine où se reflète l'image de l'avenir un avenir qui sera nécessairement différent du présent.

Pour toutes ces raisons les soussignés,

En regard à la conjoncture que traverse le pays,

Conscients de leur devoir envers la patrie, qui leur impose la sincérité et la franchise envers le chef de l'Etat et Président du Parti,

Conscients des services immenses que le Parti, sous votre égide, a rendu au pays Soucieux de sauvegarder les acquis de la nation,

Estiment qu'il est de leur devoir d'attirer votre haute attention sur les dangers qui menacent la situation du pays et les appréhensions qu'elle suscite ; ils constatent que l'Unité Nationale n'est plus à l'abri des divisions que le Parti est menacé de dépréssion ; ils croient que cette forme de stabilité que l'on cherche aujourd'hui à instaurer par des moyens peu orthodoxes, comporte en elle-même les germes de la discorde ; les voies que l'on suit actuellement aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique et social ne garantissent pas la sécurité de l'Etat ni sa pérennité. Ils expriment en même temps, à votre excellence, leur conviction que cette situation appelle à un traitement radicalement rapide, car avec le temps les problèmes se compliquent et la situation se détériore davantage et il sera de plus en plus difficile d'y remédier, si l'on ne prend pas dès maintenant les mesures nécessaires avec courage et lucidité.

La meilleure voie à suivre consiste à renoncer aux méthodes instaurées au lendemain du congrès et à prendre les mesures que les soussignés soumettent ci-après à votre appréciation :

1- Maintenir le caractère populaire du régime selon le vœu unanime des militants, à savoir un régime tirant sa légitimité de la volonté du peuple et fondé essentiellement sur la paturité des masses populaires et leur adhésion librement consentie.

2- Faire respecter les décisions du congrès, dans leur lettre et dans leur esprit et revenir aux véritables règles démocratiques dans la vie du Parti.

3- Ouvrir la voie à un exercice effectif des libertés publiques et la jouissance des garanties individuelles.

4- Faire adopter rapidement par l'assemblée nationale la révision de la constitution conformément aux recommandations du 8ème congrès.

Les soussignés ont l'honneur de vous adresser ces quelques observations et les méthodes en vigueur dans ce

5- Réformer les organes d'information et les méthodes en vigueur dans ce domaine et instaurer une politique de l'information saine tendant à développer chez le citoyen la faculté de raisonnement et de sicismement, à éclairer l'opinion honnêtement et sincèrement sans passion ni sectarisme.

6- Rapporter les mesures abusives prises contre certains militants et agents de l'Etat à cause de leur attitude au congrès.

7- Réviser la politique économique et tenir compte des impératifs de l'indépendance nationale, veiller à la coexistence et à la complémentarité effective de 3 secteurs (coopératif, Etat, Privé), encourager les investissements à long terme, enrayer la vague de l'inflation et la course effrénée vers les profits rapides et faciles, lutter contre les appétits démesurés de certains, de faire tout en un mot pour empêcher une minorité de s'enrichir outre mesure au détriment de la grande masse des citoyens qui sont dans le besoin.

8- ~~Reconsidérer~~ Cesser de considérer la jeunesse comme une catégorie à part dans la nation, à priori sujette à caution et comme un mineur sous tutelle mais la considérer comme le peuple de demain qui va vivre dans le pays et le diriger, ainsi on peut dégager grâce à la politique de l'emploi de la formation et de l'enseignement le profil d'une société nouvelle et les bases d'une civilisation fondée sur une évolution constante et harmonieuse.

9- Considérer la nation dans son ensemble, dans ses interférences avec le régime économique et social et les aspirations individuelles, comme ~~un~~ un corps vivant qui s'est développé et a évolué et qui continue à se développer et à évoluer, les changements qui affectent ses besoins ne peuvent être réduits aux seuls moyens d'existence ou uniquement aux besoins matériels chiffrés, mais touchent également ses besoins spirituels et intellectuels, sociaux et politiques; en un mot l'ambition légitime de l'individu à la promotion sociale et à la découverte d'une raison de vivre.

En conclusion les soussignés vous prient de bien vouloir écouter leur voix et comprendre les idées qu'ils expriment et considérer cette lettre comme un geste sincère venant de militants qui ne demandent rien pour eux-mêmes, et qui ne cherchent que le bien pour vous et pour toute la nation, pour le Parti dans lequel ils sont nés et ont grandi, pour la patrie qu'ils ont servie, chacun selon ses moyens et qu'ils veulent continuer à servir jusqu'à la fin de leur vie.

Tunis le 15 octobre 1972

Mohamed MESSADI
Bèji CAID ESSEFBI
Mohamed Salah BELHADJ
HASSIB BEN AMMAR
Ahmed MUSTINI
Abderrazak BASSAA
Taïeb SAIBANI
Mohamed BEN AMARA
Abdelhak LASSOUED
Radhia HADDAD
Sadok BEN JOMAA .

N.B.: Ce qui est souligné est souligné par eux .